

Et si on parlait budget ! celui qui nous coûte trop cher ...LES PREMIERS MINISTRES NOUS COÛTENT CHER

En 2024, la France a eu pas moins de quatre Premiers ministres en une année. C'est la première fois depuis 90 ans, et c'est inédit sous la Cinquième République. Pour retrouver une telle valse des chefs de gouvernement sur une seule année, il faut remonter à... 1934, sous la Troisième République, au sommet de l'instabilité politique et en pleine montée du fascisme. Macron promettait la stabilité, il a créé le chaos institutionnel.

Cela pourrait être divertissant si ça ne coûtait pas un pognon de dingue. Car les anciens Premier Ministre bénéficient de privilèges pour le reste de leur vie. Selon un décret, l'État leur "met à disposition sur leur demande, un agent pour leur secrétariat particulier, pendant une durée maximale de dix ans à compter de la fin de leurs fonctions" et ils peuvent demander un véhicule de fonction avec chauffeur, cette fois sans limite de temps. L'État "prend en charge les dépenses afférentes". Dit clairement, l'argent du contribuable leur achète des bagnoles et de l'essence, en plus de payer le chauffeur.

Ce décret, déjà généreux, est largement outrepassé, puisque des Premier Ministre qui ne sont plus en fonction depuis des décennies semblent pour certains continuer de bénéficier de secrétaires particuliers aux frais de l'État.

Par exemple, le socialiste Bernard Cazeneuve, qui n'a été Premier Ministre que pendant cinq mois à la toute fin du mandat de François Hollande, il y a 8 ans, coûte plus de 200.000 euros d'argent public par an.

Dominique de Villepin, qui n'est plus Premier Ministre depuis 2005 : 197.000 euros par an. Jean-Pierre Raffarin, qui a supprimé un grand nombre de conquêtes sociales après l'élection de Chirac en 2002, et qui continue d'arpenter les plateaux télé pour appeler à l'austérité et à la diminution des aides pour les plus pauvres : 167.000 par an. Lionel Jospin, qui s'est « retiré de la vie politique » depuis 22 ans : 162.000 euros annuels. Manuel Valls, ancien Premier Ministre PS, qui a depuis tenté une aventure politique ratée en Espagne : 142.000 euros par an. François Fillon, ex-chef du gouvernement de Sarkozy, condamné par la justice et déjà richissime : 125.000 euros. Édouard Balladur, qui a été Premier Ministre il y a plus de trente ans et que tout le monde a oublié : 104.000 euros !

France Info calculait ainsi que l'an dernier ces dépenses ont coûté 1,42

million d'euros à l'État. Une somme en hausse de 11% par rapport à 2022. Mais ces chiffres ne prennent pas en compte les frais liés à la protection policière offerte aux anciens locataires de Matignon "sans limitation de durée" et "en vertu d'une tradition républicaine non écrite". Des policiers sont payés à plein temps pour escorter des gens aussi menacés que Balladur ou Jospin, et la facture s'élève à 2.802.903 €, ce qui comprend "la masse salariale, les heures supplémentaires, les frais de mission (transport, hébergement et restauration) et les véhicules (achat, entretien, réparation, carburant et péage)". C'est la planque de rêve pour un policier.

Lorsqu'un Premier Ministre quitte sa fonction, il bénéficie aussi d'une "indemnité de départ" qui correspond à trois fois la somme qu'il percevait quand il était en exercice. Trois fois 14.910 euros, soit 44.730 €. Un joli cadeau, versé quelle que soit la durée de l'exercice du Premier ministre. Ironique, alors que les allocations chômage des gueux sont attaquées comme jamais.

Par exemple, Gabriel Attal qui n'est resté en poste que 7 mois, a touché ce pactole. Barnier qui a tenu 3 mois, également. Avec la multiplication des nominations de Premiers Ministres, la note ne cesse de s'alourdir. Et tout cela n'est que de l'argent de poche pour ces messieurs, qui bénéficient par ailleurs de revenus généreux, de propriétés et de nombreux privilèges liés à leurs fonctions passées. Prenons Michel Barnier : âgé de 73 ans, il a commencé sa carrière politique il y a plus de 50 ans, et peut percevoir une retraite de 28.270 euros par mois : il a été parlementaire pendant 17 ans, ministre pendant 7 ans et ancien membre du Conseil d'État. Les privilèges indécents d'ancien Premier Ministre ne sont pour lui qu'un petit bonus.

Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et c'est nous qui les payons.

Source : <https://www.francetvinfo.fr/.../budget-2025-combien...>